



## Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue social

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Marie MASSART, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, François VASQUEZ

## **Ressources humaines et dialogue social - Régime Indemnitaire - Modalités d'attribution de la part complémentaire - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Par délibération du 8 octobre 2012, le versement d'une part complémentaire du régime indemnitaire liée aux résultats et à la valeur professionnelle, appréciée notamment lors de l'entretien professionnel annuel, a été instauré.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- Les compétences professionnelles et techniques,
- Les qualités relationnelles,
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Comme chaque année, il convient de délibérer pour préciser et modifier les modalités d'attribution de la part complémentaire, dont le principe a été décidé par la délibération précitée n° 11123 en date du 8 octobre 2012.

Le versement de cette part en 2021 concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires, et non titulaires mensualisés justifiant d'une ancienneté sur l'ensemble de la période de référence, établie entre le 1<sup>er</sup> novembre 2019 et le 31 octobre 2020. A titre dérogatoire, l'agent ne faisant pas partie des effectifs de la Métropole le 1<sup>er</sup> novembre mais présent sur l'ensemble de la période du 2 novembre 2019 au 31 octobre 2020 pourra être éligible à la PCI selon les règles établies ci-dessous.

Pour les agents transférés au titre de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et les agents mutualisés au titre de l'article L.5211-4-2 du même code, la période de référence sera établie à compter de leur date de transfert ou de mutualisation au sein de Montpellier Méditerranée Métropole et ce jusqu'au 31 octobre 2020.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents sur l'ensemble de la période de référence, soit 360 jours d'absence. En outre, cette part sera réduite de moitié pour les agents totalisant au moins 180 jours d'absence sur la période de référence. Pour les agents transférés de l'article L.5211-4-1 CGCT et les agents mutualisés de l'article L.5211-4-2 CGCT, le nombre de jours d'absence sera proratisé en fonction de leur date d'arrivée dans la collectivité. Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie, longue durée et grave maladie), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité, le détachement et la mise à disposition (si l'agent n'est pas rémunéré par Montpellier Méditerranée Métropole).

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant annuel moyen de 300 euros bruts par agent. Les attributions individuelles s'effectueront selon les niveaux de montants annuels suivants : 0€, 50€, 100€, 150€, 200€, 250€, 300€, 350€, 400€, 450€, 500€, 550€ et 600€.

En application des articles 60 et 105 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, le versement de cette part sera proportionnel à la durée du service effectué pour les agents exerçant leur activité à temps partiel et/ou à temps non complet sur la période de référence calcul de la part complémentaire.

Compte tenu des transferts au titre de l'article L.5211-4-1 CGCT et des mutualisations au titre de l'article L.5211-4-2 CGCT, il est proposé d'attribuer la part complémentaire indemnitaire aux agents qui ont opté pour le régime indemnitaire de Montpellier Méditerranée Métropole selon les mêmes conditions, au prorata de leur ancienneté dans la collectivité par voie de transfert ou de mutualisation.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire telles que définies ci-dessus ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144944-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.